



# SUIVI DU VOLET PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS DU SRADDET HAUTS-DE-FRANCE

SITUATION, ENJEUX ET PERSPECTIVES

#HDF20202040





# SOMMAIRE

## 1. Eléments de suivi de la mise en œuvre du volet prévention, gestion des déchets du SRADET

- Disponibilité de la donnée déchets / matières en région Hauts-de-France
- Préfiguration d'un observatoire régional déchets - matières

## 2. Suivi de la mise en œuvre du volet prévention, gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) du SRADET

### 2.1 - Cadre de l'accès à la donnée

### 2.2 - Indicateurs de la collecte des DMA

- Présentation de l'évolution qualitative et quantitative de la collecte des DMA entre 2015 et 2017
- Présentation de l'évolution qualitative et quantitative de la collecte des OMR entre 2015 et 2017 (t/an)

### 2.3 - Indicateurs du traitement des DMA

- Situation des centres de tri - CT au regard des objectifs d'Extension des Consignes de Tri – ECT
- Méthanisation des déchets organiques issus des ménages

### 2.4 - Autres indicateurs DMA, retour de l'enquête Déchets Ménagers

### 2.5 - Données REP

- Déchets d'éléments d'ameublement
- Déchets d'équipements électriques et électroniques
- Piles et accumulateurs
- Véhicules hors d'usage

## 3. Suivi des installations de gestion des déchets faisant l'objet d'une règle de planification du volet déchets du SRADET

### 3.1 - ISDND Installation de Stockage de déchets Non Dangereux

### 3.2 - CVE : Centre de Valorisation Energétique

### 3.3 - Unité de méthanisation

### 3.4 - Installation de gestion des déchets BTP

## 4. Liste des installations de gestion des déchets autorisées, enregistrées ou ayant un récépissé de déclaration depuis l'approbation du PRPGD

# SITUATION, ENJEUX ET PERSPECTIVES DES DÉCHETS EN HAUTS-DE-FRANCE DU VOLET PRÉVENTION, GESTION DES DÉCHETS DU SRADDET

Ce rapport présente les éléments relatifs à la mise en œuvre générale du PRPGD depuis son élaboration (avis de la CCES en octobre 2018) et son approbation en décembre 2019. Ces éléments s'articulent autour :

- ❑ du suivi des indicateurs définis par le plan sur la prévention, la valorisation et la gestion des différentes catégories de déchets (déchets ménagers et assimilés, déchets des activités économiques incluant les déchets du BTP),
- ❑ et du recensement des installations de gestion des déchets autorisées, enregistrées ou ayant un récépissé de déclaration depuis l'approbation du plan.

## 1. Éléments de suivi de la mise en œuvre du volet prévention, gestion des déchets du SRADDET

### ○ *Disponibilité de la donnée déchet / matière en région Hauts-de-France*

Le territoire régional ne bénéficie pas à ce jour d'un observatoire déchets / matières. Dans le cadre de la mise en application du volet prévention, gestion des déchets du SRADDET, les connaissances en matière de productions, de gestion, de transformation ou d'élimination des déchets de tous types sont essentielles pour assurer un pilotage pertinent. Ces données ne sont malheureusement pas toutes disponibles ni regroupées au sein d'un même outil. Cela nécessitera, en concertation avec les acteurs concernés, un important travail de collecte et d'analyse. Pour mener à bien cette opération, qui s'inscrit dans la durée de la mise en œuvre du volet déchet du SRADDET, la Région a souhaité doter le territoire d'un observatoire du déchet et des ressources matières. Cet observatoire, en phase de préfiguration avec les principaux partenaires concernés du déchet et de l'économie circulaire, sera l'outil de la conduite et de l'évaluation des politiques publiques dans ce domaine.

Dans ce contexte, la présentation des données déchets disponibles dépend de différents acteurs, organismes professionnels ou encore plateformes de données mises en place pour lesquels la région ne participe pas au fonctionnement. Dès lors, les éléments présentés dans ce rapport sont ceux qui ont pu être extraits de ces bases, en accord avec leurs gestionnaires, ou transmis.

## 2. Suivi de la mise en œuvre du volet prévention, gestion des DMA - Déchets Ménagers et Assimilés du SRADDET

### 2.1 - Cadre de l'accès à la donnée

Les déchets ménagers et assimilés correspondent à l'ensemble des déchets collectés par les Services Publics de Gestion des Déchets des collectivités. Ils comprennent les Ordures Ménagères, les déchets des déchetteries, les déchets des marchés et de certains commerces ou artisans. Ils concernent également le ramassage des dépôts sauvages. Les ordures ménagères correspondent aux ordures ménagères résiduelles et à l'ensemble des collectes sélectives.

Les données disponibles sur ces thématiques sont issues de la plateforme SINOé. Ces données relèvent d'enquêtes ou d'études menées par l'ADEME. Elles concernent de nombreux type de déchets et d'informations disponibles :

- **La connaissance des collectivités qui ont une compétence collecte ou traitement des déchets**
- **Les flux collectés par les collectivités** (collectes des Ordures Ménagères Résiduelles, collectes sélectives et déchetteries). Les données disponibles se réfèrent aux années impaires depuis 2005 au niveau national.
- **Les flux éliminés dans les ITOM** (Installations de Traitement des Ordures Ménagères et assimilés). Tous les deux ans l'ADEME réalise une enquête auprès des exploitants des installations de traitement des ordures ménagères et assimilés.
- **Les emballages ménagers**. L'Eco organisme CITEO transmet annuellement à l'ADEME les données concernant les matériaux issus des centres de tri des déchets ménagers. Ces informations sont agrégées par département, par région ou au niveau national.
- **Les coûts de gestion** du service public d'élimination des déchets
- La prévention des déchets en particulier sur la question du compostage à domicile et la mise en place de Programmes locaux de prévention
- **Les structures de réemploi**

D'autres déchets font également l'objet d'un suivi par SINOé :

- **Le parc des installations de valorisation du biogaz (méthanisation)**
- **Les sites d'accueil des déchets de l'assainissement**
- **Les déchets des professionnels**, données non exhaustives issues de travaux ou d'études menées par l'ADEME sur les sites d'accueil des déchets des professionnels.
- **Les sites d'élimination des DEEE** (Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques)
- **Les piles usagées**

## 2.2 - Indicateurs de la collecte des DMA

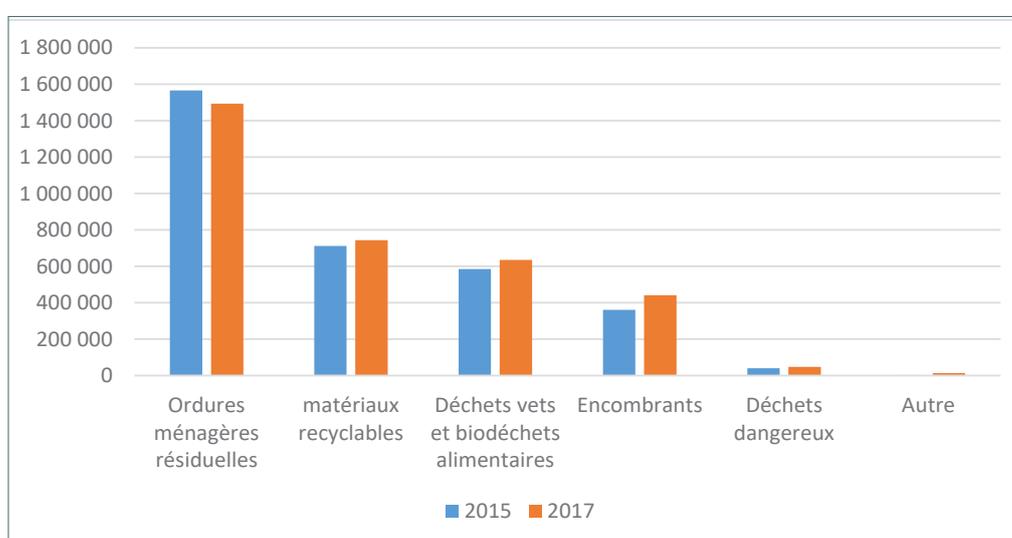
La plateforme SINOé présente les données de collecte des DMA réalisée chaque année impaire. L'année n+1 de la collecte de ces données est consacrée à la consolidation et l'intégration de ces données dans SINOé avant une publication l'année suivante. Ce contexte explique pourquoi les données de référence reprises dans le PRPGD lors de son élaboration datent de l'année 2015. En 2020, les dernières données disponibles de collecte des enquêtes SINOé correspondent à l'année 2017. Cette situation s'explique par le retard lié à la collecte des données de l'enquête lancée en 2019.

Ces données sont à analyser avec les données démographiques de la région afin d'en mesurer l'impact éventuel sur les productions de déchets. L'INSEE, sur la période 2012 – 2017 annonce une variation annuelle de l'ordre de 0,1 % soit environ 6 000 habitants pour une population de 6 003 815 habitants en 2017. Entre 2012 et 2017 la population n'a augmenté que de 30 000 habitants montrant une certaine stabilité.

### ○ Présentation de l'évolution qualitative et quantitative de la collecte des DMA entre 2015 et 2017

Compte tenu des délais liés aux retours d'enquêtes et à l'agrégation des données sur la plateforme SINOé, ne permettant pas l'analyse de la situation des collectivités au regard de l'enregistrement des données de l'année 2019, les seules données d'évolution pouvant être présentées sont celles de la période 2015 – 2017.

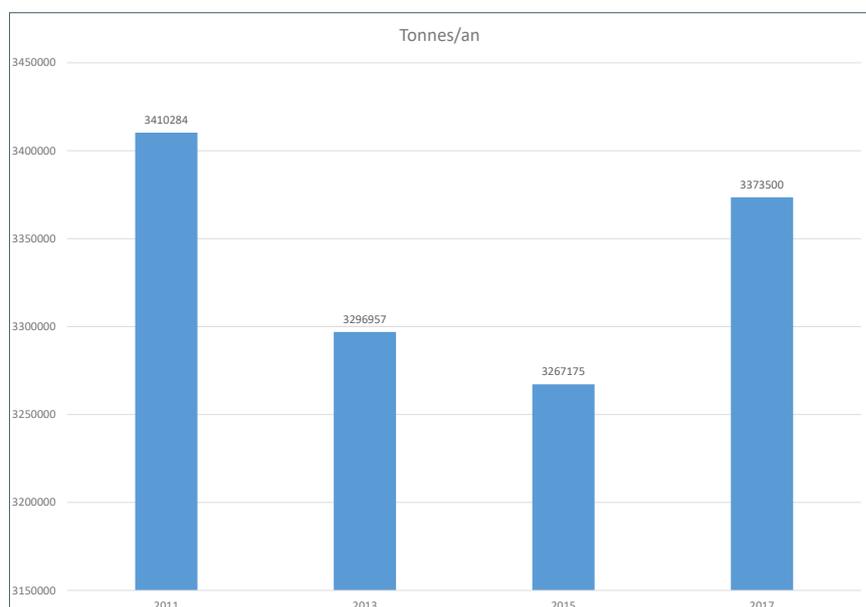
### ○ Répartition des tonnages de Déchets Ménagers et Assimilés collectés hors déblais et gravas



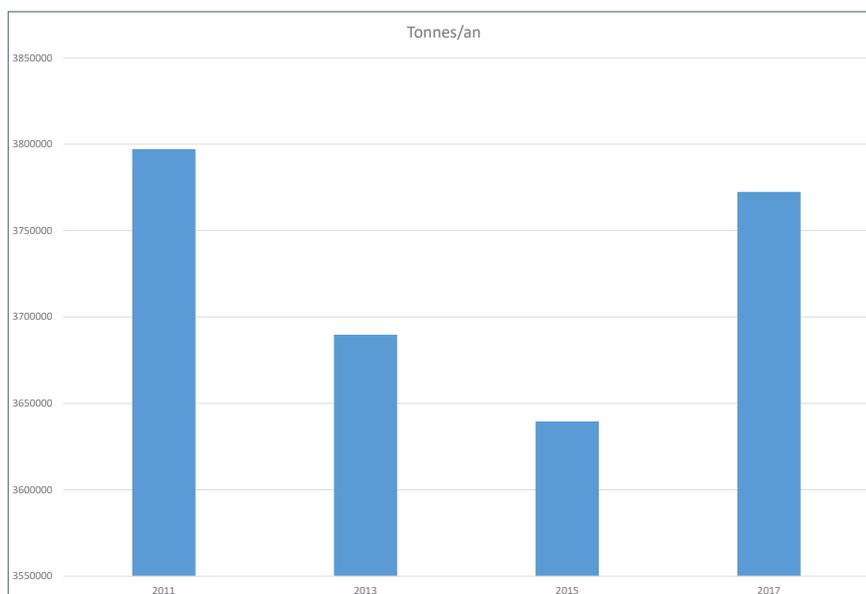
✓ **Total 2015 : 3 267 175 t // Total 2017 : 3 373 500 tonnes // Variation : + 3.2 %**

### ○ Evolution des tonnages collectés de DMA entre 2011 et 2017

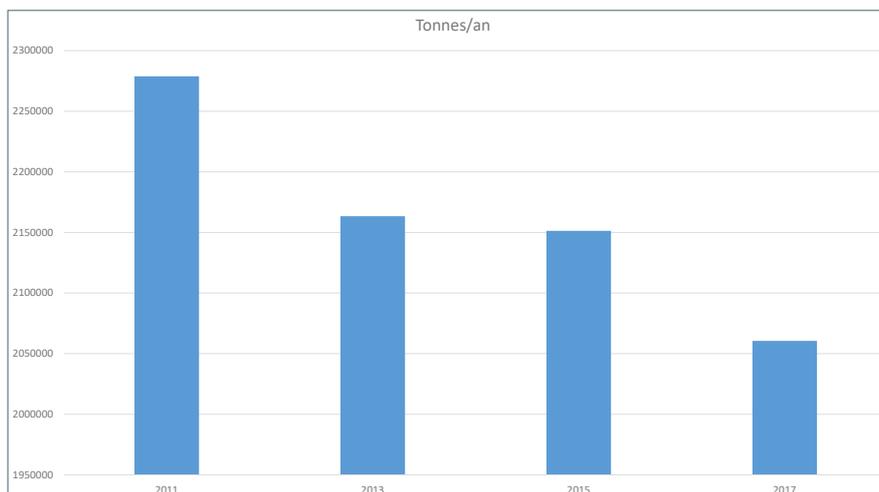
#### Hors déblais et gravas



## Avec déblais et gravas

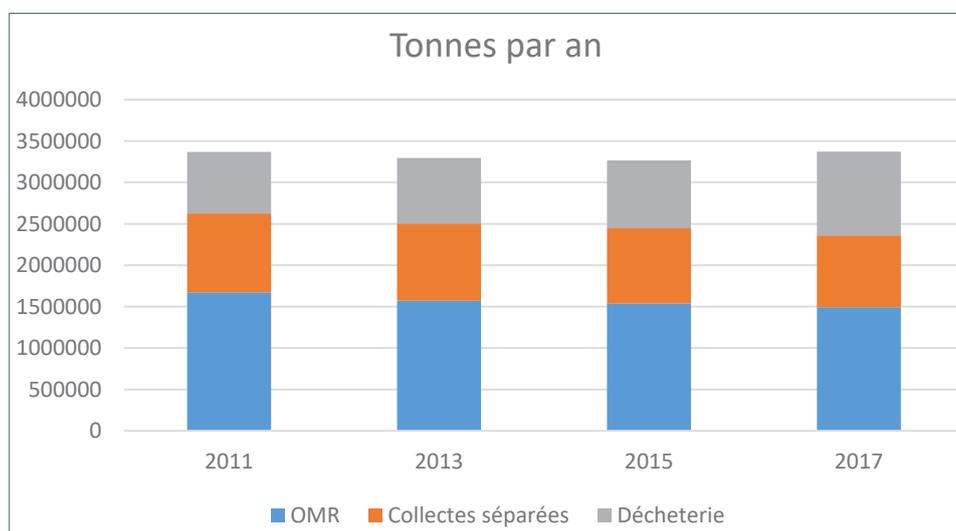


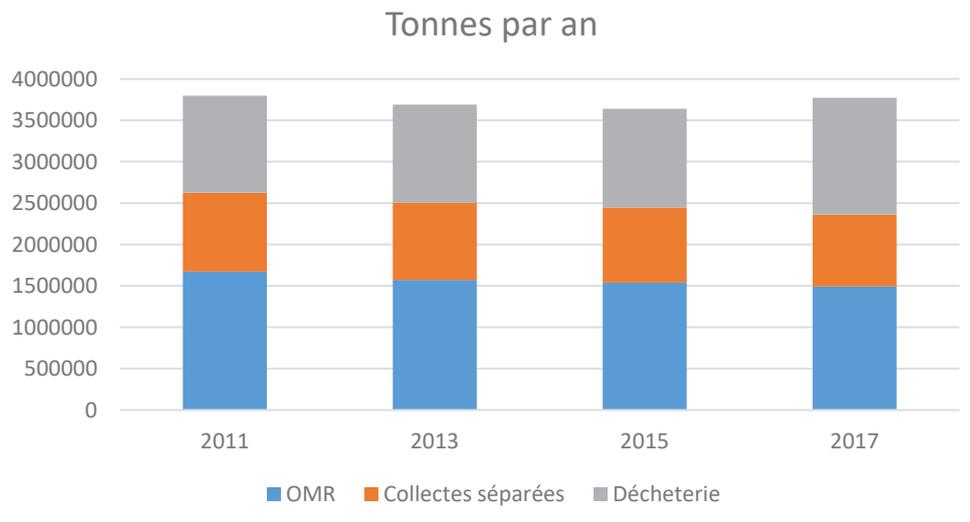
- Evolution des tonnages collectés d'OMA (ensemble des collectes sélectives et des Ordures Ménagères Résiduelles)



- Evolution des tonnages de DMA collectés par type de collecte

## Hors déblais et gravas





#### ANALYSE

- Les données sur le DMA collectées montre sur la période 2010 – 2017 une baisse globale de 13 000 t soit de 0,3 % (loi TECV prévoyait une baisse de 10% de collecte de DMA entre 2010 et 2020). Si entre 2010 et 2015 les tonnages de DMA collectés ont baissé de 156 000 t soit une baisse de 4,2 %, entre 2015 et 2017 les tonnages collectés de DMA ont augmenté de 143 000 t soit une hausse de 3,9 %.

La faible baisse constatée pour les DMA entre 2010 et 2017 est liée à différents facteurs :

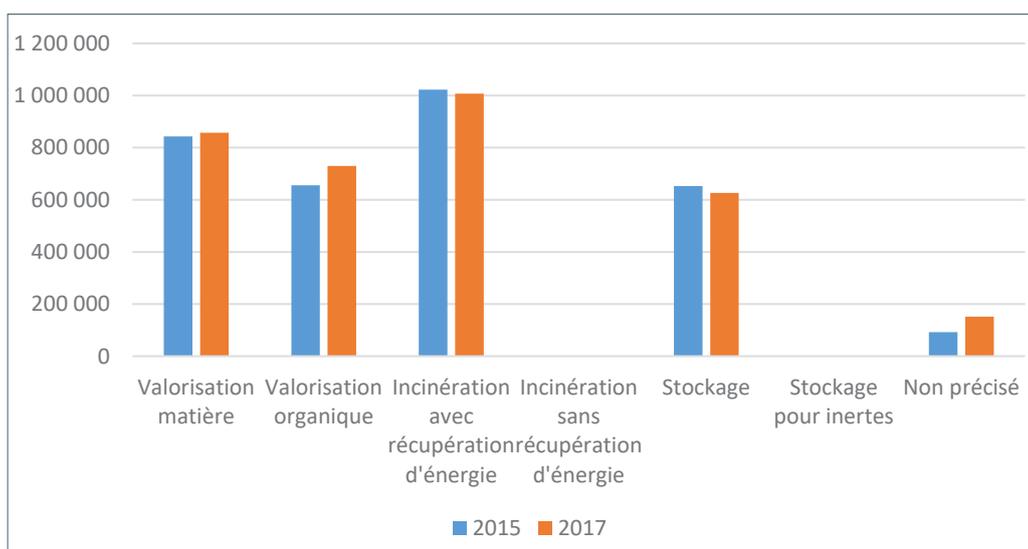
Entre 2011 et 2017, que ce soit avec ou sans la fraction déblais gravats, la collecte en déchetterie a fortement évolué respectivement de + 20 % et + 37 %. Cette augmentation est à mettre en rapport principalement avec l'arrêt progressif de la collecte des encombrants en porte à porte ainsi que de la collecte des déchets verts. L'amélioration des services en déchetterie (proximité, qualité du service, sensibilisation ...) a permis également de détourner certains déchets des OMR vers ces centres de collecte.

- Les données OMA quant à elles montrent une évolution favorable en accord avec les objectifs de la Loi TECV. La variation entre 2011 et 2017 montre une différence annuelle de 218 261 t soit une baisse de 9,5 % et de 4,2 % entre 2015 et 2017.

La baisse de la collecte des OMA est également liée à différents facteurs conjoints avec ceux des DMA auxquels peut être ajouté le déploiement de la tarification incitative, les politiques de prévention des déchets ménagers, et le développement du tri des biodéchets porté par certaines collectivités.

- Cette tendance est également constatée au niveau national avec une augmentation de la collecte des DMA entre 2015 et 2017 de l'ordre de 3,1 % et une baisse de la collecte des OMA pour la même période de l'ordre de 1,2 %

○ **Destination des Déchets Ménagers et Assimilés collectés par type de traitement**



○ **Présentation de l'évolution qualitative et quantitative de la collecte des DMA entre 2015 et 2017 (t/an)**

|             | OMR       | Verre   | Emb. et papier | Biodéchets | Encombrants | Déchets dangereux |
|-------------|-----------|---------|----------------|------------|-------------|-------------------|
| <b>2015</b> | 1 538 933 | 171 412 | 375 823        | 310 716    | 41 072      | 1 022             |
| <b>2017</b> | 1 493 366 | 177 950 | 381 052        | 250 840    | 47 778      | 364               |

○ **Déchets collectés par déchetteries**

|             | Nombre de déchetteries | Nombre total de communes desservies | Population desservie | Nombre moyen d'habitants desservis par déchetterie | Taux de couverture de population (%) | Fréquentation par habitant desservi | Apport moyen par visite (kg) | Tonnage total collecté | Ratio de collecte (kg/hab desservi/an) |
|-------------|------------------------|-------------------------------------|----------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|------------------------|--|
| <b>2015</b> | 303                    | 3616                                | 5715814              | 18864  | 95,1                                 | 2,02                                | 71                           | 820175                 | 143,49                                 |
| <b>2017</b> | 299                    | 3811                                | 5994771              | 20049  | 99,85                                | 1,77                                | 95                           | 1013154                | 169,01                                 |

**ANALYSE**

Entre 2015 et 2017 le nombre de déchetteries a légèrement diminué alors que les tonnages collectés ont progressé de 23,5 %.

L'augmentation du nombre d'habitants desservis par déchetterie montre globalement une rationalisation et une modernisation du service de collecte en déchetterie.

### 2.3 - Indicateurs du traitement des DMA : Centres de tri

- Situation des centres de tri - CT au regard des objectifs d'Extension des Consignes de Tri – ECT qui doit être généralisée au 31 décembre 2022

| Centre de tri<br>Données Données<br>SINOE  | tonnage<br>entrant<br>2016 | tonnage<br>entrant<br>2018 | tonnage<br>refus<br>2016 | tonnage<br>refus<br>2018 | tonnage<br>valorisé<br>2016 | tonnage<br>valorisé<br>2018 | Actualisation situation des CT 2019 - 2020<br>Données CITEO  |
|--|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--|
| VALNOR Amiens  | 95450                      | 82591                      | 5911                     | 29213                    | 43128                       | 44834                       | ECT  |
| TRISELEC LILLE<br>Loos MEL   | 44 664                     | 53 387                     | 7 720                    | 9 592                    | 36 113                      | 34 848                      | étude territoriale et modernisation CT en cours  |
| TRISELEC LILLE<br>Halluin MEL  | 61 181                     | 58 327                     | 10 832                   | 9 901                    | 48 411                      | 47 414                      | étude territoriale et modernisation CT en cours  |
| CT Villers St Paul<br>SMDO Arrêt au 11<br>06 18 pour travaux                     | 31128                      | 13340                      | 7154                     | 3637                     | 23081                       | 10218                       | ECT  |
| CT Uvillers<br>Valor'Aisne (2 CT<br>Urvillers et<br>Villeneuve Saint<br>Germain) | 20995                      | 21188                      | 3582                     | 3730                     | 14199                       | 16743                       | étude réalisée - passage ECT défini  |
| CT Aire_sur-la-Lys<br>Récup'aire   | 8796                       | 9054                       | 1669                     | 1256                     | 7132                        | 9277                        | étude territoriale ECT par le SMLA   |
| CT Beaurainville<br>SMTT   | 5309                       | 6788                       | 990                      | 1102                     | 4470                        | 5416                        | étude territoriale PMCO - approfondissement<br>local   |
| CT Desvres CC<br>Desvres Samer   | 2463                       | 3312                       | 366                      | 538                      | 2152                        | 2724                        | étude territoriale PMCO - lancement d'un<br>marché de tri pour la CC Desvres-Samer à<br>partir du 01/01/2020   |
| TRISELEC Dk CU<br>Dunkerque  | 18909                      | 22961                      | 4044                     | 4080                     | 14677                       | 18084                       | étude technique ECT - pas d'étude territoriale   |
| CT Evin-Malmaison<br>SYMEVAD   | 25035                      | 22711                      | 5115                     | 4351                     | 19356                       | 16031                       | étude territoriale ECT   |
| CT Harnes PAPREC   | 56293                      |                            | 4075                     |                          | 123079                      |                             | ECT  |
| ct Haumont<br>Recyclage des<br>Vallées   |                            | 99952                      |                          | 37195                    |                             | 22408                       | étude technique ECT  |
| CT Lourches<br>RECYDEM   | 57990                      | 84117                      | 47813                    | 57262                    | 12798                       | 13094                       | étude territoriale - projet CT SIAVED phase<br>consultation des entreprises par le SIAVED  |
| CT Thieulloy<br>l'Abbaye<br>TRINOVAL   | 7316                       | 6011                       | 902                      |                          | 8556                        |                             | fermé  |
| CDT SMITOM du<br>Santerre  |                            |                            |                          |                          |                             |                             | pas de modernisation ECT - projet CT Fibreux   |
| CT Anzin SUEZ<br>Nord  | 14308                      | 15311                      |                          | 4172                     | 10526                       | 11317                       | étude territoriale - projet CT SIAVED phase<br>consultation des entreprises par le SIAVED  |
| CT Arques SMLA   | 8495                       | 8165                       | 1115                     | 1166                     | 7370                        | 6881                        | étude territoriale ECT SMLA  |
| CT St Amand les<br>Eaux MALAQUIN   |                            | 67530                      |                          | 27540                    |                             | 16598                       | étude territoriale - projet CT SIAVED phase<br>consultation des entreprises par le SIAVED  |
| CT St Martin les<br>Boulogne   | 11853                      | 15079                      | 2376                     | 2921                     | 6906                        | 9730                        | étude territoriale PMCO perspective<br>d'adaptation du CT pour les fibreux   |
| CT Ruitz CA<br>Béthune Bruay<br>Artois Lys Romane                                | 12755                      | 12386                      | 2307                     | 2144                     | 9719                        | 9960                        | étude locale sur optimisation gestion des<br>déchets (réflexion rapprochement avec SMAV<br>et/ou SMLA)   |
| CT St Laurent<br>Blangy SMAV   | 11853                      | 15079                      | 2376                     | 2921                     | 6906                        | 9730                        | inclus dans étude territoriale ECT SYMEVAD<br>(et/ou rapprochement Béthune) - Le CDT du<br>SMAV devrait fermer au moment de la<br>concrétisation du nouveau projet |
| CT Calais<br>SEVADEC   | 8877                       | 7538                       | 1448                     | 1553                     | 7104                        | 5897                        | étude territoriale PMCO étude technique<br>extension des consignes tri   |
| CT Strazeele<br>SMICTOM Arrêt  | 3657                       | 338                        | 907                      |                          | 3687                        | 2471                        | fermé  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>507327</b>              | <b>625165</b>              | <b>110702</b>            | <b>204274</b>            | <b>409370</b>               | <b>313675</b>               |  |

#### ANALYSE

Le volet prévention, gestion des déchets du SRADDET recensait en 2015 26 centres de tri. En 2020, le nombre de centres de tri en activité est de 21. 3 sont actuellement en capacité de gestion des extensions de consignes de tri aux emballages plastique.

## **Méthanisation des déchets organiques issus des ménages**

La méthanisation des ordures ménagères résiduelles est réalisée par traitement mécano-biologique. Ces traitements consistent en l'imbrication étroite d'opérations mécaniques (dilacérations et tris) et d'étapes biologiques par la production de biogaz et de composte. Ces installations peuvent traiter également des déchets organiques issus d'activités économiques et de stations d'épuration.

La région Hauts-de-France compte actuellement 4 unités de traitement mécano-biologique à Amiens pour Amiens Métropole, Calais pour le SEVADEC, Sequedin pour la Métropole Européenne de Lille, Hénin-Beaumont pour le SYMEVAD. Ces quatre unités ont traité en 2018 un peu plus de 250 000 tonnes de biodéchets (source SINOé).

La production de biométhane est valorisée sous différentes formes. En chaleur pour des procédés industriels, en cogénération pour la production combinée de chaleur et d'électricité ou en injection dans le réseau géré par GRDF pour les unités de la MEL et du SYMEVAD.

Les résidus issus des unités sont dans la plupart des cas, après déshydratation, compostés et valorisés en épandage ou éliminés en ISDND. L'unité du SYMEVAD valorise, après traitement et déshydratation, la fraction finale comme combustible solide de récupération.

Ce type d'installation est aujourd'hui contraint par la loi TECV de 2015. Il ne pourra être développé que dans les cas où la généralisation du tri à la source des biodéchets est effective sur le territoire concerné (L.541-1 du code de l'Environnement et règle de planification du volet déchets du SRADDET Hauts-de-France).

## **2.4 - Autres indicateurs DMA, retour de l'enquête Déchets Ménagers**

En partenariat, Région, ADEME et CITEO, une enquête a été menée auprès des collectivités compétentes sur le thème des déchets ménagers. L'objectif était de mieux connaître la situation des acteurs du déchet au regard des objectifs réglementaires. Le questionnaire abordait les domaines de la prévention des déchets, de la mise en place de l'extension des consignes de tri, de la mise en œuvre de la tarification incitative et de la programmation de la généralisation du tri à la source des biodéchets. Au-delà, les collectivités sollicitées étaient invitées à informer de leurs difficultés et de leurs attentes. Cette enquête était adressée à l'ensemble des EPCI à fiscalité propre et ceux compétents en matière de collecte et/ou traitement des déchets.

50 EPCI ont répondu à l'enquête sur 108 sollicités

Réponses obtenues par typologie de collectivités sollicitées :

- 1 Métropole Européenne
- 13 Communautés d'Agglomération sur 22
- 25 Communautés de Communes sur 66
- 11 Syndicats Mixtes sur 17

## **Résultats agrégés de l'enquête DMA**

### **○ Enquête volet prévention des déchets**

#### **Nombre de collectivités ayant mis en place un PLPDMA**

- 1 Métropole Européenne
- 5 Syndicats Mixtes
- 4 Communautés d'Agglomération
- 10 Communautés de Communes

#### **Nombre de collectivités souhaitant mettre en place un PLPDMA à court terme**

- 5 Communautés d'Agglomération
- 9 Communautés de Communes

## ○ **Enquête volet extension des consignes de tri**

### **Nombre de collectivités concernées par un centre de tri en ECT**

- 2 syndicats Mixtes
- 4 Communautés d'Agglomération
- 16 Communautés de Communes

## ○ **Enquête volet déploiement de la tarification incitative**

### **Nombre de collectivité ayant déployé la tarification incitative**

- 4 Communautés de Communes

### **Nombre de collectivités souhaitant mettre en place la TI à court terme**

- 3 Syndicats Mixtes
- 9 Communautés d'Agglomération
- 13 Communautés de Communes

## ○ **Enquête volet tri à la source des biodéchets**

### **Nombre de collectivités ayant mis en place un tri à la source des biodéchets**

- 1 Métropole européenne
- 2 Syndicats Mixtes
- 4 communautés d'Agglomération
- 4 Communautés de Communes

### **Nombre de collectivités souhaitant mettre en place un tri à la source des biodéchets à court terme**

- 4 Syndicats Mixtes
- 3 Communautés d'Agglomération
- 7 Communautés de Communes

## **Commentaires**

Avec environ 50 % de retours, l'enquête ne permet pas une vision précise de la situation régionale au regard de ces principaux objectifs réglementaires concernant la gestion des déchets ménagers. Ce taux moyen de retour est à mettre en lien avec les nombreuses sollicitations reçues par ces collectivités sur ces sujets et cela dans le contexte de gestion de crise sanitaire qui a fortement impacté le service public de gestion des déchets. Néanmoins, des enseignements peuvent être tirés de cette enquête qui permet de mieux situer ces collectivités vis-à-vis des objectifs réglementaires qu'elles devront respecter à brève échéance.

## **ANALYSE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE**

### **Prévention des déchets**

*Alors que la réglementation imposait l'élaboration par les collectivités compétentes d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés - PLPDMA en 2015, il est constaté au travers de cette enquête que ce thème, visant la prévention des déchets, n'est pas encore au centre des stratégies de gestion des déchets par les collectivités compétentes avec seulement 20 collectivités ayant mis en place ce type de plan sur 50 ayant répondu. Le retard du déploiement des PLPDMA est donc très important pour ce groupe de collectivité.*

### **Extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages en plastique**

*En dehors des départements de l'Oise et de la Somme qui sont en ECT, ou le territoire de l'Aisne qui finalise ses projets de modernisation de ses centres de tri, les départements du Nord et du Pas-de-Calais présentent un retard important vis-à-vis de la mise en œuvre de cette obligation réglementaire fixée à fin 2022. Les retours des enquêtes montrent que les EPCI compétentes sont encore en phase de discussion ou d'étude pour bon nombre d'entre elles avec leurs territoires voisins ce qui laisse présager, au vu de la réalisation des investissements nécessaires, un retard conséquent dans la mise en œuvre effective.*

### **Déploiement de la tarification incitative**

*La loi de transition Énergétique et de Croissance Verte de 2015 prévoit le déploiement de la tarification incitative pour 15 millions d'habitants en 2020 puis 25 millions en 2025 soit l'équivalent d'un tiers de la population. Parmi les répondants à l'enquête seules 4 collectivités ont mis en place la Tarification Incitative sur les 39 EPCI à fiscalité propre qui ont répondu. Ce faible engagement des collectivités dans ce domaine est à mettre en perspective avec les 22 EPCI à fiscalité propre et 3 territoires de syndicats mixte qui souhaitent s'engager dans cette démarche à court terme.*

### **Tri à la source des biodéchets**

*L'échéance du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs dont les ménages, initialement prévue pour le 31 décembre 2024 par la Loi de Transition Écologique et de Croissance Verte, a été ramenée au 31 décembre 2023 par la directive cadre relative aux déchets. Cette réglementation prévoit que tous les particuliers disposent d'une solution pratique de tri à la source de leurs biodéchets au 31 décembre 2023. L'analyse de l'enquête montre un retard important du déploiement du tri à la source des biodéchets par les collectivités compétentes. Au-delà, peu ont manifesté leur souhait de s'engager à court terme dans ces opérations.*

## 2.5 - Données REP

### ○ Déchets d'éléments d'ameublement : données relatives à la collecte directe réalisée par Eco-mobilier

|   | National | Région<br>Hauts-de-<br>France | %    |
|---|----------|-------------------------------|------|
| Quantités collectées (en tonnes)                              | 685 970  | 61 840                        | 9%   |
| Après des Collectivités                                       | 583 031  | 50 269                        | 9%   |
| Après des structures de l'ESS                                 | 55 333   | 8 180                         | 15%  |
| Après des distributeurs et autres                             | 47 606   | 3 391                         | 7%   |
| Nombre de conventions avec les collectivités                  | 595      | 39                            | 7%   |
| Nombre de points de collecte                                  | 4 466    | 356                           | 8%   |
| Collectivités   | 2 887    | 202                           | 7%   |
| Structures de l'économie sociale et solidaire sous convention | 372      | 48                            | 13%  |
| Distributeurs et autres                                       | 1 207    | 106                           | 9%   |
| Nombre d'habitants sous convention (en million)               | 63       | 6                             | 9,5% |
| Collecte par habitant (kg/hab.)                               | 10,9     | 10,3                          |      |

Source : Eco-mobilier (2018)

#### ANALYSE

En 2018, Eco-mobilier a collecté en Hauts-de-France près de 62 000 tonnes de meubles usagés, presque 3 fois plus qu'en 2015 (21 082 T).

Ce qui représente un peu plus de 10 kg par habitant, et se situe dans la moyenne nationale.

Le traitement de cette collecte se répartit comme suit :

- 54 % pour le recyclage
- 37 % pour la valorisation
- 9 % d'élimination

### ○ Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : répartition par origine et par flux des tonnages d'équipements ménagers collectés par les éco-organismes en 2018

| Département        | Origine         | Flux           |           |        |        |        |    |
|--------------------|-----------------|----------------|-----------|--------|--------|--------|----|
|                    |                 | GEM hors froid | GEM froid | Ecrans | PAM    | Lampes | PV |
| 02 - Aisne         | Distribution    | 202            | 104       | 9      | 35     | 12     | 0  |
|                    | Collectivités   | 1 261          | 730       | 612    | 1 719  | 12     | 0  |
|                    | Autres dont ESS | 436            | 94        | 38     | 144    | 6      | 0  |
| 59 - Nord          | Distribution    | 2 801          | 1 293     | 107    | 501    | 81     | 0  |
|                    | Collectivités   | 4 146          | 2 556     | 2 012  | 5 511  | 42     | 0  |
|                    | Autres dont ESS | 5 511          | 632       | 286    | 2 792  | 131    | 0  |
| 60 - Oise          | Distribution    | 271            | 130       | 18     | 125    | 30     | 0  |
|                    | Collectivités   | 1 709          | 915       | 771    | 2 920  | 15     | 0  |
|                    | Autres dont ESS | 467            | 100       | 58     | 785    | 22     | 0  |
| 62 - Pas-de-Calais | Distribution    | 1 266          | 596       | 73     | 373    | 34     | 0  |
|                    | Collectivités   | 2 637          | 1 725     | 1 454  | 3 364  | 23     | 0  |
|                    | Autres dont ESS | 1 489          | 302       | 89     | 20     | 28     | 15 |
| 80 - Somme         | Distribution    | 426            | 181       | 20     | 53     | 23     | 0  |
|                    | Collectivités   | 1 016          | 643       | 528    | 1 201  | 14     | 0  |
|                    | Autres dont ESS | 446            | 47        | 25     | 82     | 13     | 0  |
| Total              |                 | 24 084         | 10 048    | 6 100  | 19 806 | 486    | 15 |

Sources : SYDEREP et ADEME (2018)

#### ANALYSE

En 2018, les éco-organismes ont collecté, toutes catégories confondues, 60 539 tonnes d'équipements ménagers, soit 15 % de plus qu'en 2015.

On constate des variations importantes selon les catégories : + 24,4 pour le gros électroménager (GEM) hors froid, + 24,5 pour les petits appareils en mélange (PAM), + 33,4 pour le gros électroménager (GEM) froid mais -35 % pour les écrans. La collecte de lampes restent stables, et celle panneaux photovoltaïques progresse de 150 %, mais partant d'un tonnage faible, de 6T (2015) à 15 tonnes (2018).

De même sur l'origine de la collecte : si les collectivités arrivent nettement en tête pour celle des PAM (74,3 %) et celle du GEM froid (65 %), les autres éco-organismes, dont notamment ceux relevant de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) assurent 35 % de la collecte du GEM hors froid et 20% de celle des PAM. La distribution collectant pour sa part 20,6 % du GEM hors froid et 23 % du GEM froid.

GEM hors froid : Gros électroménager hors froid, GEM froid : Gros électroménager froid, PAM : Petits appareils en mélange, PV : Panneaux photovoltaïques, ESS : Economie Sociale et Solidaire.

○ **Piles et accumulateurs : quantités collectées auprès des ménages**

| Département        | Tonnages collectés par origine en 2018 |              |       |        | Part du tonnage collecté | Population | Quantité collectée (en g/hab.) |
|--------------------|--|--------------|-------|--------|--------------------------|------------|--------------------------------|
|                    | Collectivité                           | Distributeur | Autre | Total  |                          |            |                                |
| 02 - Aisne         | 29,3                                   | 37           | 7,6   | 74     | 7%                       | 534 490    | 138                            |
| 59 - Nord          | 76,2                                   | 165          | 201,5 | 442,6  | 42%                      | 2 604 361  | 170                            |
| 60 - Oise          | 35,3                                   | 56,6         | 41,2  | 133    | 13%                      | 824 503    | 161                            |
| 62 - Pas-de-Calais | 51,7                                   | 81,7         | 174,6 | 308    | 29%                      | 1 468 018  | 210                            |
| 80 - Somme         | 23,1                                   | 40           | 35,6  | 98,8   | 9%                       | 572 443    | 173                            |
| Total              | 215,6                                  | 380,3        | 460,5 | 1056,4 | 100%                     | 6 003 815  | 176                            |

Sources : Sinoe - Corepile et Screlec (2018)

**ANALYSE**

*En 2018, 1 056 tonnes de piles et accumulateurs ont été collectées auprès de ménages contre 897 tonnes en 2015, soit une hausse de 18 %. La quantité moyenne collectée par habitant est de 176 grammes. Elle a particulièrement progressé dans le Pas de Calais (x2), mais régressé dans l'Oise (- 31 %).*

○ **Véhicules hors d'usage : nombre de VHU pris en charge et nombre de centres VHU**

| Département           | Nombre de centres VHU | Nombre de VHU pris en charge | Nombre de VHU pour 1 000 hab. |
|-----------------------|-----------------------|------------------------------|-------------------------------|
| 02 - Aisne            | 21                    | 19 198                       | 35,9                          |
| 59 - Nord             | 60                    | 58 816                       | 22,6                          |
| 60 - Oise             | 25                    | 13 552                       | 16,4                          |
| 62 - Pas-de-Calais    | 40                    | 32 224                       | 21,9                          |
| 80 - Somme            | 17                    | 10 959                       | 19,5                          |
| Total Hauts-de-France | 163                   | 134 749                      | 22,4                          |
| HDF/France            | 9,89%                 | 12,88%                       |                               |

Sources : SINOE (2018)

**ANALYSE**

*En 2018, le nombre de centres accueillant les véhicules hors d'usage était de 163 sur la région, contre 167 en 2015.*

*Le nombre total de VHU pris en charge est passé de 88 651 en 2015 à 134 749 en 2018, soit une progression moyenne de + 52 %, la progression la plus forte concernant le Pas de Calais (+73 %) et la plus faible l'Oise (+13 %).*

*L'âge moyen d'un VHU est de 18,3 ans.*

### 3. Suivi de la mise en œuvre du volet prévention, gestion des Déchets des activités économiques (DAE) du SRADDET

#### 3.1 - ISDND : installations de stockage des déchets non dangereux

LISTE DES ISDND à novembre 2020

| DEPARTEMENT        | NOM DE L'ETABLISSEMENT | EXPLOITANT          | TONNAGE ADMIS EN 2010 | CAPACITE ANNUELLE AUTORISEE EN 2016 | CAPACITE ANNUELLE AUTORISEE (AP en vigueur) *** | TONNAGE ADMIS EN 2016 | TONNAGE ADMIS EN 2017* | TONNAGE ADMIS EN 2018* | TONNAGE ADMIS EN 2019** | DATE FERMETURE PREVISIONNELLE | PROJET D'EXTENSION depuis 2017   |
|--------------------|------------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---|-----------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------------|--|
| 02 - Aisne         | ALLEMANT               | SUEZ                | 105 660               | 105 000                             | 105 000   | 53 542                | 0                      | 0                      | 0                       | 23/03/2029                    | pas d'admission depuis 2016 mutualisation avec extension de Flavigny                         |
|                    | FLAVIGNY LE GRAND      | SUEZ                | 74 685                | 100 000                             | 100 000   | 78 099                | 96 909                 | 99 924                 | 81 505                  | 31/12/2022                    | Oui 145 000 t/an   |
|                    | HOLNON                 | SUEZ                | 10 462                | 0                                   | 0   | 0                     | 0                      | 0                      | 0                       | 30/06/2010                    | FERMEE   |
|                    | GRISOLLES (1)          | VALOR'AISENE        | 47 600                | 80 000                              | 80 000  | 81 785                | 78 046                 | 76 630                 | 72 644                  | 08/03/2030                    | Non  |
| 59 - Nord          | CURGIES                | SUEZ                | 25 873                | 70 000                              | 70 000  | 51 609                | 68 490                 | 69 825                 | 69 879                  | 04/12/2033                    | Non  |
|                    | LEWARDE                | SUEZ                | 118 298               | 160 000                             | 160 000   | 56 315                | 95 634                 | 115 221                | 136 265                 | 30/03/2035                    | Non  |
|                    | SAINT-AMAND-LES-EAUX   | SUEZ (MALAQUIN)     | 42 815                | 100 000                             | 0   | 43 811                | 0                      | 0                      | 0                       | 31/12/2016                    | FERMEE   |
|                    | BLARINGHEM             | BAUDELET            | 349 775               | 510 000                             | 400 000   | 477 257               | 521 902                | 462 568                | 415 551                 | 31/12/2049                    | Oui - obtenue par APA du 30/08/2020  |
|                    | VILLERS SIRE NICOLE    | SUEZ                | 19 554                | 0                                   | 0   | 0                     | 0                      | 0                      | 0                       | 30/06/2012                    | FERMEE   |
| 60 - Oise          | BAILLEUL SUR THERAIN   | VEOLIA (VALNOR)     | 103 459               | 0                                   | 0   | 0                     | 0                      | 0                      | 0                       | 31/12/2015                    | FERMEE   |
|                    | MOULIN-SOUS-TOUVENT    | GURDEBEKE           | 0                     | 100 000                             | 100 000   | 53 111                | 45 605                 | 35 967                 | 43 427                  | 2021                          | Oui 2029 -50 000t/an   |
|                    | HARDIVILLIERS          | GURDEBEKE           | 0                     | 150 000                             | 150 000   | 0,433                 | 2 560                  | 32 288                 | 37 240                  | 2033                          | Non  |
|                    | SAINT MAXIMIM          | SUEZ                | 136 231               | 200 000                             | 200 000   | 132 295               | 161 029                | 171 485                | 173 508                 | 15/09/2024                    | Oui - reflexion prolongation et/ou extension   |
|                    | LIANCOURT ST PIERRE    | SUEZ                | 91 300                | 120 000                             | 165 000   | 60 000                | 74 933                 | 153 890                | 136 078                 | 08/12/2026                    | Oui - reflexion prolongation et/ou extension   |
|                    | VILLENEUVE / VERBERIE  | SUEZ                | 188 822               | 0                                   | 0   | 71 009                | 0                      | 0                      | 0                       | 01/01/2016                    | FERMEE   |
|                    | CREPY EN VALOIS        | SUEZ                | 0                     | 120 000                             | 120 000   | 50 000                | 76 532                 | 119 489                | 98 113                  | 21/06/2025                    | Oui - reflexion prolongation et/ou extension   |
| 62 - Pas-de-Calais | DANNES                 | SUEZ                | 70 946                | 120 000                             | 120 000   | 60 638                | 68 726                 | 89 267                 | 86 409                  | 01/01/2027                    | Oui - Prolongation de durée de vie   |
|                    | HERSIN-COUPIGNY        | SUEZ                | 455 536               | 500 000                             | 500 000   | 297 172               | 424 085                | 508 302                | 440 124                 | 31/12/2047                    | Non  |
|                    | BIMONT                 | LHOTELLIER IKOS     | 48 310                | 60 000                              | 60 000  | 46 377                | 47 916                 | 48 434                 | 57 372                  | 01/01/2042                    | Oui - obtenue par AP du 22/06/2018   |
|                    | EVIN MALMAISON         | AMBRE (RAMERY)      | 0                     | 75 000                              | 75 000  | 0                     | 67 333                 | 75 129                 | 76 075                  | 2027                          | Non - Autorisation d'augmentation ponctuelle des tonnages admis en 2019                      |
|                    | SAINTE MARIE KERQUE    | OPALE ENVIRONNEMENT | 69 694                | 60 000                              | 60 000  | 59 893                | 59 999                 | 59 999                 | 59 999                  | 2032                          | Oui - obtenue par APA du 18/07/2018 60 000 t/an jusque fin 2020 - 50 000 t/an de 2021 à 2032 |
| 80 - Somme         | BOVES                  | VEOLIA (SECODE)     | 195 558               | 200 000                             | 200 000   | 212 443               | 208 993                | 210 326                | 198 867                 | 2030                          | Oui extension toujours d'actualité, dépôt de dossier décalé à 2021-2022.                     |
|                    | LIHONS                 | GURDEBEKE           | 98 808                | 90 000                              | 90 000  | 54 260                | 61 171                 | 60 780                 | 51 550                  | 2026                          | Non  |
|                    | NURLU                  | COVED               | 95 715                | 72 000                              | 72 000  | 79 921                | 97 207                 | 77 404                 | 71 743                  | 31/12/2021                    | Oui prolongation de 20 ans - 60 000t/an  |
|                    | MONS BOUBERT           | SUEZ                | 33 270                | 60 000                              | 60 000  | 20 888                | 0                      | 0                      | 0                       | 2039                          | Projet FERMETURE ou requalification  |
|                    | DOMQUEUR               | SUEZ                | 58 980                | 0                                   | 0   | 0                     | 0                      | 0                      | 0                       | 30/06/2012                    | FERMEE   |
|                    | THIEULLOY L'ABBAYE     | TRINOVAL            | 28 484                | 30 000                              | 30 000  | 34 370                | 32 229                 | 29 723                 | 27 590                  | 2026                          | Oui 45 000 t/an - 2031   |
| TOTAL :            |                        |                     | 2 469 835             | 3 082 000                           | 2 917 000                                       | 2 074 796             | 2 289 298              | 2 496 650              | 2 333 939               |                               |  |

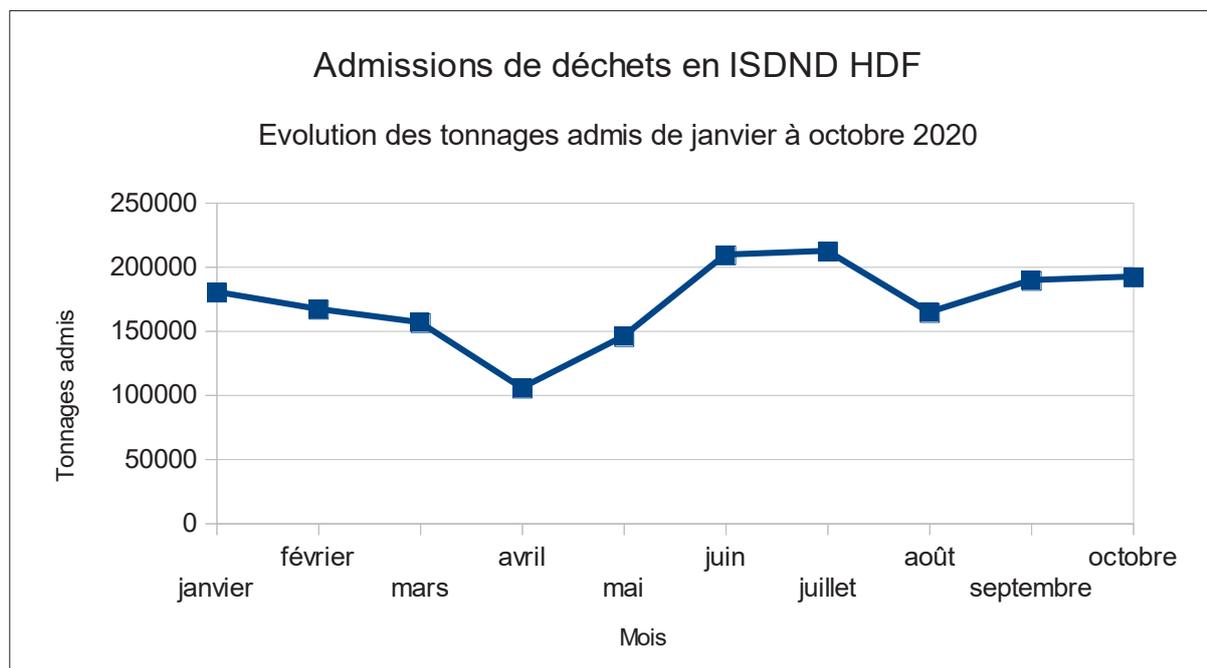
\*source tonnages admis en 2017 et 2018 : registres ISDND des admissions 2017 et 2018 transmis au SR en 2019

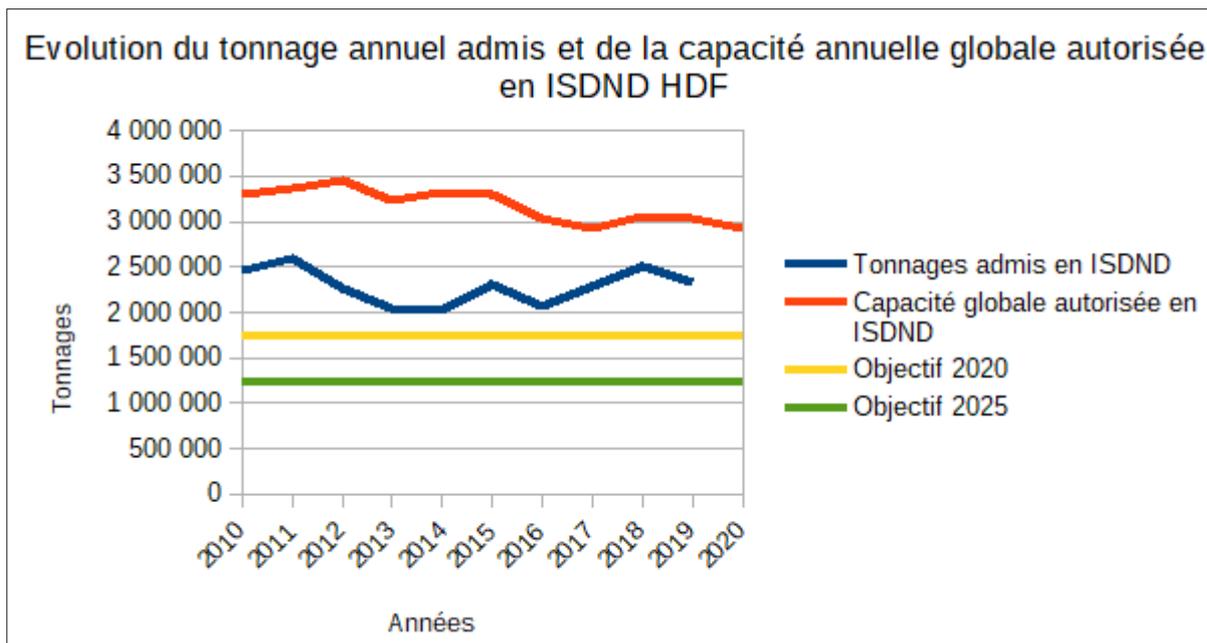
\*\*source tonnages admis en 2019 : transmissions mensuelles des exploitants à la demande du MTEs dans le cadre du suivi de l'état de saturation des ISDND

\*\*\* code couleur rouge sur les capacités concernées par une demande en cours ou un DDAE à venir

(1) : ont été intégrés les DAE de papeterie, utilisés spécifiquement en matériaux de couverture hebdomadaire, en substitution des matériaux naturels argileux du site, dans la limite des 15% de matériaux d'aménagement prévus par la règle ; en 2016, ce tonnage représente 9 734 t, donc en 2016, OMR, encombrants et DAE hors matériaux de couverture représentent 72 051 t.

#### Evolution des tonnages admis en ISDND – janvier à octobre 2020 - source DREAL janvier 2021





#### ANALYSE DE L'EVOLUTION DES ISDND PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS TECV ET PRPGD

Les objectifs TECV de **diminution des capacités annuelles de stockage des DND** à l'échelle régionale n'ont pas pu être atteints en 2020 compte tenu des autorisations accordées antérieurement à l'approbation du PRPGD. Ces autorisations courent au-delà de 2025 et pour certaines au-delà de la durée du PRPGD. Une baisse légère des capacités annuelles régionales de stockage de 150.000 tonnes a été opérée depuis l'état des lieux du PRPGD en 2016.

La **baisse des tonnages admis en ISDND à partir de 2019** pourrait constituer un levier plus opérationnel sur la durée du PRPGD pour se rapprocher de la trajectoire réglementaire : il impliquerait notamment d'affiner le tri des déchets pour réduire la fraction ultime et accroître la fraction valorisable. Cette tendance de diminution de l'enfouissement des DND reste cependant à confirmer compte tenu d'une année 2020 atypique.

Les difficultés identifiées par les exploitants d'ISDND portent notamment sur les alternatives au stockage :

Le **manque de débouchés** offerts aux déchets préparés/recyclés en particulier sur les plastiques, le bois B et le CSR (manque d'exutoires).

- Cette tendance risque de se renforcer avec l'arrivée des flux des nouvelles REP et de leur organisation (Eco-organisme). A noter la possibilité offerte par l'article L541-9 du Code de l'Environnement (loi AGEC) de prescrire un **taux minimal d'incorporation de matière recyclée dans des produits**.

La faible diminution des tonnages admis en ISDND questionne également la mise en œuvre des objectifs de prévention de la production de déchets ainsi que le report de l'élimination en stockage vers la valorisation énergétique

**Contexte favorable à la baisse des admissions en ISDND : La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 (dite AGEC : anti gaspillage et économie circulaire) et le « paquet économie circulaire » (directives décharges, déchets, emballage et plastique à usage unique de 2018)**

- Renforcement des obligations de tri
- Renforcement des contraintes sur l'enfouissement (et l'incinération)
  - Art 6 loi AGEC (L541-2-1 du CE) : Justification du respect du tri (projet d'AM pour préciser le mode de justification)
  - Art 10 AGEC (L541-1 du CE) : Déchets interdits d'enfouissement (projet d'AM précisant les déchets interdits en ISDND)
  - Ordonnance 2020-920 du 29 juillet 2020 (L541-25-2 du CE) : interdiction d'élimination des déchets collectés séparément en vue d'une valorisation (application immédiate déjà interdit en ISDND par l'arrêté ministériel de prescription générales applicable aux ISDND du 15 février 2016)

- Art 116 AGECE (L541-30 -3) : Contrôle vidéo des déchets déchargés en ISDND et en installation d'incinération
- Art 117 AGECE (L541-7 du CE) : Traçabilité par registre électronique centralisé pour les ISDND et les incinérateurs (projet de modification de l'AM registre du 29/02/2012)
- Actions contre la saturation des ISDND
  - Art 91 (AGECE) (L541-30-2) : Obligation pour les exploitants ISDND d'admettre en priorité les déchets produits par les activités qui « satisfont à des critères de performance définis par arrêté du ministre chargé des installations classées ».
  - Art 110 AGECE (L541-1 du CE) : Développement de la valorisation énergétique à défaut de valorisation matière visant à lever les freins de la filière CSR.

### Besoins exprimés et pistes de travail à engager en 2021 - 2022

- Demande de soutien pour organiser des filières capables de consommer, sur les territoires, les déchets préparés en vue d'une valorisation.
- Réflexion à mener sur la participation des producteurs de produits générateurs de flux REP à l'utilisation des matières recyclées dans une logique d'économie circulaire autour des filières REP, afin d'accroître la demande en matériaux recyclés.
- Inclure dans les missions de l'observatoire régional déchets-matières un appui à l'évaluation des consommations de matières en région et leurs caractéristiques ainsi que le potentiel de substitution par des déchets préparés en vue d'une valorisation.

### 3.2 - CVE - Centre de Valorisation Energétique

| LISTE DES CVE (gerep) en2018 et 2019 |                           |                    |  |                                 |                        |                        |                        |               |              |
|--------------------------------------|---------------------------|--------------------|--|---------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|---------------|--------------|
| DEPARTEMENT                          | NOM DE L'ETABLISSEMENT    | COMMUNE            | MAITRE D'OUVRAGE                             | CAPACITE ANNUELLE AUTORISEE (t) | TONNAGE TRAITE EN 2017 | TONNAGE TRAITE EN 2018 | TONNAGE TRAITE EN 2019 | CHARGE        | VIDE DE FOUR |
| 59 - Nord                            | CVE de Douchy-Les-Mines   | DOUCHY-LES-MINES   | SIAVED                                       | 120 000                         | 88 083                 | 92 048                 | 97 133                 | 80,94%        | NON          |
|                                      | CVE Antarés               | HALLUIN            | MEL  | 350 000                         | 347 411                | 346 762                | 349 558                | 99,87%        | NON          |
|                                      | CVE de Maubeuge           | MAUBEUGE           | SYNDICAT MIXTE ARRONDISSEMENT AVESNES (SMIA) | 92 360                          | 86 981                 | 87 432                 | 87 736                 | 94,99%        | NON          |
|                                      | CVE de Dunkerque          | DUNKERQUE          | CUD  | 86 000                          | 83 913                 | 86 103                 | 86 275                 | 100,32%       | NON          |
|                                      | CVE de Saint-Saulve       | SAINT-SAULVE       | ECOVALOR                                     | 140 000                         | 114 858                | 121 963                | 123 362                | 88,12%        | NON          |
| 60 - Oise                            | CVE de Villers-Saint-Paul | VILLERS-SAINT-PAUL | SMDO   | 173 250                         | 163 400                | 167 940                | 159 626                | 92,14%        | NON          |
| 62 - Pas-de-Calais                   | CVE de Labeuvière         | LABEUVIERE         | ARTOIS COM                                   | 120 000                         | 87 351                 | 85 727                 | 86 556                 | 72,13%        | NON          |
|                                      | CVE Flamoval              | ARQUES             | SMFM   | 100 000                         | 92 365                 | 97 162                 | 96 596                 | 96,60%        | NON          |
|                                      | CVE de Noyelles-Sous-Lens | NOYELLES-SOUS-LENS | CALL   | 106 000                         | 101 323                | 101 930                | 97 773                 | 92,24%        | NON          |
|                                      |                           |                    |  | <b>1 327 610</b>                | <b>1 165 685</b>       | <b>1 187 067</b>       | <b>1 184 615</b>       | <b>89,23%</b> |              |

En 2019, il n'existe plus de vide de four sur le parc régional des CVE dont les quantités admises sont proches des capacités nominales régionales.

Les CVE poursuivent l'amélioration de leur performance énergétique.

### 3.3 - Unités de méthanisation

La région Hauts-de-France comptait en 2019, 81 unités de méthanisation dont :

- 39 unités de méthanisation à la ferme
- 19 unités de méthanisation de déchets de l'industrie agroalimentaire et autres
- 6 unités de méthanisation centralisées

### 3.4 - Installations de gestion des déchets BTP

Le recensement des installations de gestion des déchets BTP fait l'objet d'une étude régionale encore en cours. Elle permettra d'avoir durant l'année 2021 des données sur les ISDI, les carrières ainsi que sur les gisements prévisionnels des grands chantiers régionaux.

## ○ Déchets du BTP : pistes de travail

- Mettre en œuvre la prévention des déchets tout au long d'un projet dès sa programmation
- Inciter au déploiement de marchés publics incitatifs sur le volet prévention
- Optimiser la logistique des flux de matières
- Réaliser des diagnostics ressources pour les déchets de démolition
- Réduire les déblais et remblais sur les chantiers routiers en particulier
- Améliorer la connaissance et la traçabilité des déchets (en priorité pour les chantiers routiers)
- Favoriser le réemploi et la réutilisation des matières issues de la déconstruction
- Inciter à l'utilisation de produits recyclés et de coproduits industriels (mâchefers, laitiers ...)
- Systématiser le tri sur les chantiers de construction et de déconstruction
- Renforcer les équipements de proximité pour la collecte, le tri et le regroupement
- Massifier les déchets et densifier le réseau de points de collecte
- Renforcer l'implication et les exigences de la maîtrise d'ouvrage en matière de tri et de valorisation des déchets de chantiers et affiner la connaissance de cette thématique ; Former les maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre
- Suivre la gestion des travaux régionaux par la création des groupes techniques

#### 4. Liste des installations de gestion des déchets autorisées, enregistrées ou ayant un récépissé de déclaration depuis l'approbation du PRPGD

La liste des projets d'installations ayant fait l'objet d'un dépôt officiel auprès des services de l'Etat figurant au point 1-13 du PRPGD a été mise à jour au 31 décembre 2020. Elle n'intègre pas les informations relatives aux ISDND qui sont traitées dans la partie 4 du présent document.

#### Recensement des projets d'installations de gestion de déchets au 31 décembre 2020, hors ISDND - source DREAL Hauts-de-France

| RECENSEMENT PROJETS au 31 décembre 2020 hors ISDND - source DREAL Hauts de France |   |   |   |                              |  |   |
|---|---|---|---|------------------------------|--|---|
| Opération   | Département                               | Type d'installation   | Nature du projet                          | Maître d'ouvrage             | Commune  | Point sur la procédure au 31/12/2020  |
| Collecte et tri   | 59  | Déchetterie   | Création                                  | MEL                          | Villeneuve d'Ascq  | pas d'avancement depuis le 18/08/2020 date d'opposabilité du PLU2   |
|   | 59  | Tri/transit   | Création                                  | HAINAUT RECYCLAGE            | Somain   | Déclaration faite en 2020. Depot d'un dossier AEU attendu pour le broyage du bois   |
|   | 59  | Tri/transit   | Création                                  | THEYS RECYCLAGE              | Quincy   | APE signé en 02/20  |
|   | 59  | Déchetterie   | Déménagement / extension                  | CA Maubeuge Val de Sambre    | Jeumont  | APE signé en 01/19  |
|   | 59  | Déchetterie   | Création                                  | SIAVED                       | Walincourt   | APE signé en 10/18  |
|   | 60  | Centre de tri DAE   | Création                                  |                              | Villers Saint Sépulcre   | arrêté non signé  |
|   | 60  | Centre de tri   | Extension                                 | SMDO                         | Villers Saint Paul   | Dossier de Porter à connaissance transmis le 2 décembre 2020  |
|   | 59  | Centre de tri   | Extension                                 | Baudelet                     | Petite-Synthe  | Dossier d'autorisation déposé le 22/10/2020   |
|   | 62  | Centre de tri par flottation  | Création                                  | Baudelet                     | Aire sur la Lys (Garlinghem)   | Dossier d'enregistrement déposé le 15/08/2020, complété le 27/11/2020   |
|   | 62  | Centre de tri et broyage  | Extension                                 | Astradec                     | Arques   | Dossier déposé le 21/08/2019, complété le 24/11/2020  |
|   | 59  | Centre de tri   | Création                                  | Dunkerque Grand Littoral     | Grande Synthe  | relève de l'autorisation au titre de la rubrique 2791   |
|   | 62  | Déchetterie   | Création                                  |                              | LIEVIN/LOOS-EN-GOHELLE   | Le PAC devrait être déposé en 2021  |
|   | 62  | Déchetterie   | Création                                  |                              | Avion  | APE du 20/10/2020   |
|   | 62  | Déchetterie   | Création                                  | CA du Boulonnais             | Saint Martin les Boulogne  | APE du 12/02/2020   |
|   | 62  | Tri transit regroupement de déchets dangereux : batteries   | Création                                  | RECUPBAT                     | Béthune  | APA du 29/05/2020   |
|   | 80  | plateforme de tri   | Extension                                 | GURDEBEKE                    | Lihons   | APC en cours de validation  |
|   | 80  | Tri-transit de DND et DD  | Modification ?                            | VAILLANT RECYCLAGE           | Saint-Valéry-sur-Somme   | en cours instruction  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | AgriFlandres Energie         | Renescure  | APE du 12/03/2020   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | SARL Energie Verte du Bayard | Estaires   | APE du 05/07/2019   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | Méthalandres                 | Wormhout   | APE du 06/08/2020   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | SAME                         | Fégnies  | APE signé en 10/20  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | BIOS/REVENT ENERGIE          | Moncheocourt   | APE signé en 12/19. Site en construction  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | METHA BIO                    | Haussey  | Basculément en AEU suite à décision de soumission à évaluation environnementale   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | BIO8                         | Masnières  | Basculément en AEU suite à décision de soumission à évaluation environnementale   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | METHA SOLESMOIS              | Vertain  | DDE déposé fin décembre 2020  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | METHA GREEN GAZ              | Chain  | Réunion de présentation en sous-préfecture fin 2020   |
|   | 59  | Valorisation de matières plastiques   | Extension                                 | DIMAPLAST                    | Somain   | APE signé en 06/20  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | NordMétha                    | Petite-Synthe  | Dossier déposé le 18/06/2020, complète le 28/09/2020  |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | Flandres Biogaz              | Bourbourg  | Consultation du public du 22/12 au 27/01/21   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | Ioos Energies Agricoles      | Wemaers Cappel   | Dossier déposé le 17/11/2020, non recevable le 18/12/2020   |
|   | 59  | Méthanisation   | Création                                  | Métha de la croix au bois    | Frelinghien  | Dossier déposé le 28/10, non recevable le 17/12/2020  |
|   | 62  | méthanisation   | Création                                  | TERNOIS METHAGRI             | Framecourt   | CPE à Enregistrement dossier 2021   |
|   | 62  | méthanisation   | Création                                  | AGRI UNION BIOENERGIES       | Dourges  | APE du 27/02/2020   |
|   | 62  | méthanisation   | Création                                  | AGRO BIOENERGIES             | Saint Léger  | APE du 15/07/2020   |
|   | 62  | méthanisation   | Création                                  | BIOGY                        | Etrun  | APE du 30/09/2020   |
| 62  | méthanisation                             | Création  | EURAMETHA                                 | SAINT-LAURENT-BLANGY         | APE du 30/09/2020  |   |
| 62  | méthanisation                             | Extension   | METHATERNOIS                              | Valhuon                      | APE du 29/10/2020  |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | Antrope                                   | Chevincourt                  | AP du 07/08/2018 modifié le 26/09/2018 avec remblaiement en DI                               |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | Chouvet                                   | Warluis                      | AP du 08/11/2019, avec remblaiement en DI  |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | Imerys TC                                 | Cuigy en Bray                | AP du 31/03/2020 avec remblaiement en DI   |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | BPE Lecieux                               | Saint Maximin                | en attente d'enquête publique suite au rapport de recevabilité du 04/06/2020.                |   |
| 60  | Carrières                                 | Modification remise en état pa  | BPE Lecieux                               | Saint Maximin                | demande du 28/04/2020  |   |
| 60  | Carrières                                 | Modification remise en état pa  | Imerys Minéraux France                    | Précy-sur-Oise               | demande du 14/12/2018- APC du 31/03/2020   |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | MFB                                       | Warluis                      | AP du 19/11/2018 avec remblaiement en DI   |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | Lafarge Holcim                            | Pimprez                      | AP du 13/03/2020 avec remblaiement en DI   |   |
| 60  | Carrières                                 | Extension   | Carrière de Boran                         | Boran-sur-Oise               | AP d'enregistrement du 20/08/2018  |   |
| 62  | Méthanisation                             | Extension   | Le Pré du Loup Energie                    | Saint-Josse                  | APE du 18/12/2020  |   |
| 62  | CVOMR                                     | Création  | SEVADEC                                   | Catalis                      | fin des travaux prévue en mars 2021- mise en service fin février 2022.                       |   |
| 62  | CVE                                       | Extension capacité  | Siaved                                    | Douchy les Mines             | APA signé en 08/19   |   |
| 62  | Méthanisation                             | Création  | BioEnergie 7 VT                           | Eclimieux                    | APE du 08/10/2019  |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | Agri bio energie                          | Moufflers                    | Enregistrement du 19/05/2020   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | Bio Agri Energie                          | Cottenchy                    | Enregistrement du 17/03/2020   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | Agri Energie                              | Montdidier                   | instruction en cours sur APE   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | Sanamethan                                | Vraignes en Vermandois       | instruction en cours sur APE   |   |
| 80  | Compostage                                | Création  | SAS Bioval Environnement                  | Villers-Faucon               | instruction en cours sur APE   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | BIOENERGIE CENTULOISE                     | Saint-Riquier                | DDE en cours d'instruction   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | VIMAGRI ENERGIE                           | Meneslies                    | DDE en cours d'instruction   |   |
| 80  | Méthanisation                             | Création  | LA FORET                                  | Alluy sur Somme              | dépôt DDE le 29/12/2020  |   |
| 80  | recyclage sur carrières                   | Création  | SAMOG                                     | Quend                        | Autorisation du 19/12/2019   |   |
| 59  | TTR DEEE                                  | Création  | ENVIE 2 E                                 | Lille                        | Projet abandonné   |   |
| 59  | Incinérateur DD                           | Création  | Indachlore Sasu                           | Loon Plage                   | AP du 23/08/2018, construction en cours  |   |
| 59  | Centre valorisation pneumatiques          | Création  | RENOVA                                    | Ferrière la Grande           | APA signé en 11/19   |   |
| 59  | Centre de Transit Sédiments               | Création  | VNF                                       | Wambrechies                  | Retour d'enquête publique transmis au pétitionnaire le 2/12/20                               |   |
| 59  | Traitement de DASRI                       | Extension   | Comsols                                   | Avelin                       | Passeage d'une capacité de 14 11 50 000 ton à 185 et 60 000 ton / an - projet d'APC en cours |   |
| 59  | Tri transit traitement de terres polluées | Extension   | OGD (Ortec Générale de dépollution)       | Santes                       | Phase d'examen de la procédure AEU   |   |
| 59  | Tri transit traitement de terres polluées | Extension   | Verdipole                                 | Santes                       | Phase d'examen de la procédure AEU   |   |
| 59  | Transit de déchets non dangereux inertes  | Extension   | Vermeulen Matériaux                       | Hem                          | Projet d'arrêté enregistrement à la signature du préfet                                      |   |
| Elimination   | 59  | ISDI  | Extension                                 | Recynov                      | Haubourdin   | AP enregistrement du 24/01/2020   |
|   | 02  | ISDI  | Création                                  | Orfani                       | Variscourt   | Dossier déposé le 31/07/17 - Rapport de non recevabilité le 18/08/17 Compléments le 02/10/18  |
|   | 02  | ISDI  | Prolongation                              | MRL                          | Verneuil-sur-Serre   | Rapport du 06/05/19 (basculément en autorisation) 2020 Dossier au TA  |
|   | 02  | ISDI  | Cessation                                 | Eurovia Picardie             | Laon   | Demande du 27/09/19   |
|   | 02  | ISDI  | Création                                  | Eurovia Picardie             | Séraucourt-le-Grand  | Rapport du 22/10/19 (proposition APC) en cours  |
|   | 02  | ISDI  | Création                                  | Eurovia Picardie             | Séraucourt-le-Grand  | Demande du 15/07/19 - Rapport du 02/10/19 - AP du 09/04/20  |
|   | 02  | ISDI  | Cessation partielle                       | Eiffage Route Nord Est       | Ciry-Salsogne  | 1er dossier de cessation partielle (1 parcelle sur 4) 2019 - 2ème dossier le 24/08/20 (2 parcelles sur les 4) 2ème inspection le 09/12/20 (2 non-conformités) |
|   | 02  | ISDI  | Création                                  | Brézillon                    | Montreuil-aux-Lions  | Demande 13/04/18 - Rapport de non-recevabilité du 11/05/18  |
| Ecopole multifilières   | 80  | Ecopole de Moisans (méthaniseur, centre tri/transit/valco, prépa CSR, compostage, stockage amiante, ISDND (60.000t/20ans) | Création , extension durée d'exploitation | COVED                        | Nurlu  | DDE déposé en décembre 2020   |
|   | 59  | ISDND + centre de tri + méthanisation + centre de stockage et traitement des sédiments                                    | Extension                                 | Baudelet                     | Blaringhem   | en cours d'instruction (demande de compléments). AP du 03/08/2020   |



Agence Hauts-de-France 2020-2040



Contact :

**Service Transition Climatique et Planification des Déchets**

[plan-dechets-hdf@hautsdefrance.fr](mailto:plan-dechets-hdf@hautsdefrance.fr)